



# COMMERCE ÉQUITABLE

## DES REVENUS JUSTES POUR CELLES ET CEUX QUI NOUS NOURRISENT

Assurer le renouvellement des générations  
agricoles et relever le défi climatique :  
les réponses du commerce équitable





## Un dossier réalisé par :



**ALTERMUNDI**  
— Le Commerce Responsable —



**BIO**  
**consomacteurs**



**terra**  
**etica**



**FAIRE**  
un monde équitable



**Sidi** Solidarité Internationale  
pour le Développement  
et l'Investissement



## Avec le soutien de :



Publication éditée par : Commerce Équitable France  
Directrice de publication : Julie Stoll  
Coordination de la publication : Julie Maisonhaute et Victoire Caila  
Rédaction collective par Commerce Équitable France et ses membres  
Graphisme : Claire Listre & Emilie Roudier  
Contact : communication@commerceequitable.org  
Tous droits de reproduction réservés - 2025





# Édito



**José Tissier,**  
Président de Commerce Équitable France

**D**epuis des mois, les agriculteur·rices européen·nes expriment leur détresse face à la précarisation croissante de leur métier. La dérégulation des échanges internationaux, les conséquences du dérèglement climatique et le déséquilibre croissant du rapport de force, face à une distribution toujours plus concentrée, ne jouent pas en leur faveur.

Plutôt que d'opposer économie et environnement, nous affirmons qu'une autre voie est possible : unir l'ensemble des actrices et acteurs des filières alimentaires autour de stratégies qui garantissent à la fois un revenu digne aux producteur·rices et une transition agroécologique ambitieuse. C'est bien ce que nous, acteurs et actrices des filières françaises et internationales de commerce équitable, pratiquons au quotidien : des relations commerciales équilibrées, stables et rémunératrices sont des leviers puissants pour accélérer les investissements dans des pratiques agricoles durables. Ce dossier en est la preuve, à travers les initiatives concrètes des adhérents du collectif Commerce Équitable France.

Pour sauver les agricultures et la planète, faut-il arrêter de commercer au niveau mondial? C'est la seconde question abordée dans ce dossier. Le commerce équitable dénonce la mondialisation dérégulée, qui exacerbe la concurrence de tous contre tous et fragilise les plus faibles, mais alerte aussi face aux réponses simplistes du localisme et du repli protectionniste qui ne tiennent pas compte des interdépendances mondiales. Il propose une alternative : un commerce régulé, équitable et solidaire, qui lutte contre les inégalités tout en atténuant les effets du changement climatique.



**Julie Stoll,**  
Déléguée générale de Commerce Équitable France

Enfin, le commerce équitable ne s'arrête pas à un partenariat économique au sein des filières. C'est aussi un mouvement d'émancipation qui redonne du pouvoir d'agir aux producteur·rices et aux citoyen·nes.

Pour faire prospérer ces engagements, assurer des revenus justes à celles et ceux qui nous nourrissent et relever les défis mondiaux du changement climatique, la bonne volonté de producteur·rices, d'entreprises et de consommateur·rices n'y suffira pas. Les solutions de commerce équitable évitent des coûts sociaux et environnementaux à l'ensemble de la société mais, de ce fait, les produits de commerce équitable peuvent avoir des prix de vente plus élevés que des produits classiques, et être hors de portée de bourse de certain·es consommateur·rices.

C'est pourquoi nous avons besoin de politiques publiques qui corrigent ces déséquilibres et soutiennent de façon ambitieuse le déploiement du commerce équitable : réorienter des financements publics vers le déploiement des filières de commerce équitable, de la production à la distribution ; fixer des objectifs d'approvisionnement en produits équitables dans les différents lieux de distribution et évaluer les mises en œuvre ; défendre les fondamentaux de la réglementation française sur le commerce équitable pour éviter les communications trompeuses et le fairwashing.

# Sommaire

## PARTIE 1

**Tout ce que vous ne savez pas sur le commerce équitable**

**P.7**

## PARTIE 2

**Le commerce équitable en action : mieux rémunérer les agricultrices et les agriculteurs, préserver la planète**

**P.11**

**A. DES PRIX ÉQUITABLES QUI COUVRENT LES COÛTS DE PRODUCTION DURABLE : LA CLÉ POUR ACTIONNER DES TRANSITIONS AGROÉCOLOGIQUES**

**B. FOCUS SUR LES PRATIQUES D'ACHAT ÉQUITABLES DES ENTREPRISES DE L'AGROALIMENTAIRE POUR SÉCURISER LES ORGANISATIONS PAYSANNES**

**C. STRUCTURER ET GARANTIR UN ESPRIT PARTENARIAL AU SEIN DES FILIÈRES, LE RÔLE DES LABELS DE COMMERCE ÉQUITABLE**

## PARTIE 3

**Pour sauver les agriculteur·rices et la planète : faut-il arrêter d'importer ? Avec le commerce équitable, dépassons les clichés !**

**P.25**

## PARTIE 4

**Quand la distribution s'engage : le sésame pour une alimentation équitable pour toutes et tous !**

**P.29**

## PARTIE 5

**Le commerce équitable : un mouvement citoyen pour transformer l'économie et l'alimentation**

**P.36**

## PARTIE 1

# Tout ce que vous ne savez pas sur le commerce équitable

La juste rémunération de celles et ceux qui nous nourrissent est indispensable, mais cela est malheureusement rarement la réalité, les agriculteurs et agricultrices ne sont guère dans un rapport de force qui leur permet de négocier des « bons » prix.

C'est pourquoi, le mouvement du commerce équitable développe depuis plusieurs décennies des partenariats économiques volontaires entre acteurs des chaînes alimentaires pour permettre cette juste rémunération.

Le commerce équitable puise ses racines dans la solidarité internationale et permet à 3 millions de familles paysannes des pays du Sud d'accéder à des prix agricoles rémunérateurs pour des produits comme le café, le cacao, les bananes, etc. Depuis 10 ans, les pratiques de commerce équitable se déploient en France et permettent à 12 000 agricultrices et agriculteurs d'accéder à de tels prix rémunérateurs (blé, fruits, lait, etc).



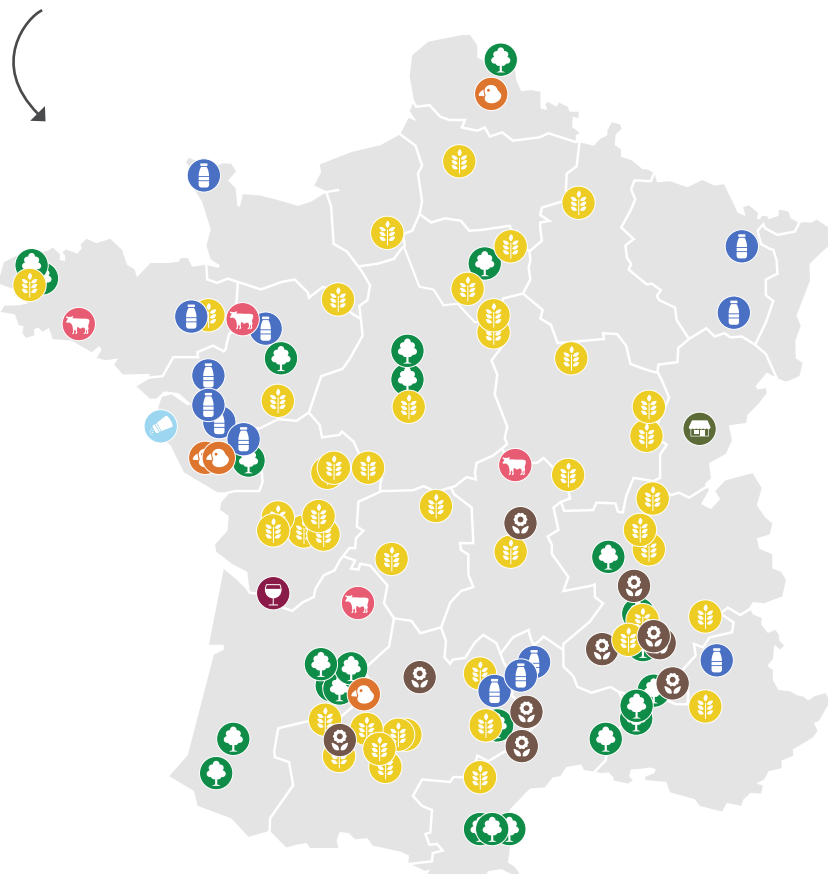
# Des impacts du commerce équitable partout dans le monde

Plus de **2700** organisations de production dans le monde

Plus de **3 millions** de familles et **15 Millions** de personnes bénéficiaires de relations de commerce équitable



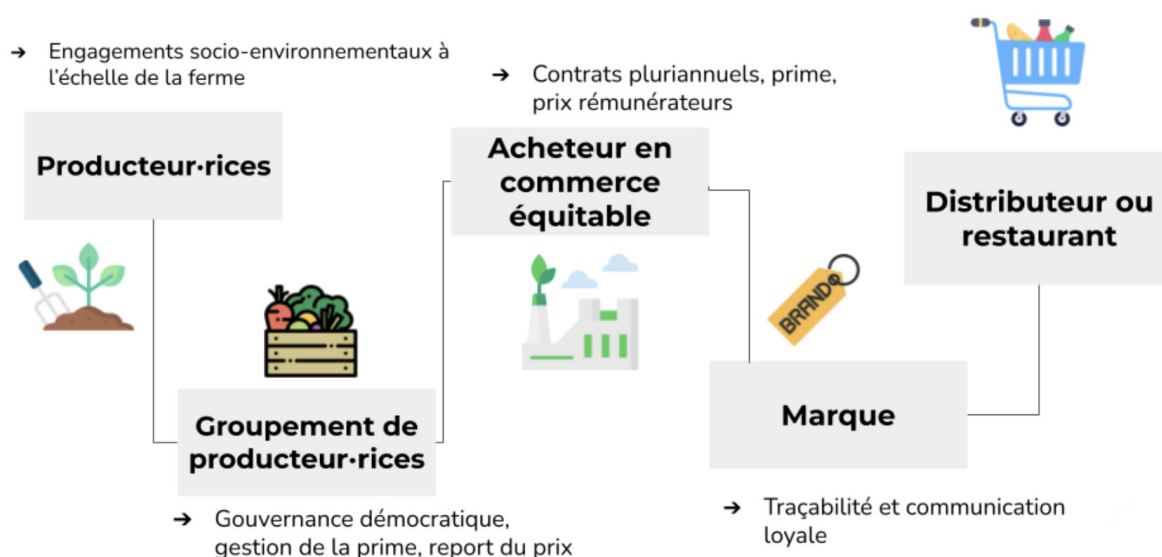
**127** groupements bénéficiaires de partenariats de commerce équitable, regroupant **12 000** agriculteur·rices (année 2023)



- Céréales
- Fruits et légumes
- Plantes aromatiques
- Viande bovine
- Sel
- Vin
- Œufs et volailles
- Produits laitiers
- Miel

Concrètement, pour qu'un produit puisse porter les mentions « équitable » ou « commerce équitable », une entreprise acheteuse doit s'engager auprès d'un groupement agricole avec un prix rémunérateur, une contractualisation d'au moins 3 ans et le versement d'une prime. Tous les maillons de la filière doivent également assurer une traçabilité et être soumis à des contrôles.

## Les acteur·rices de la filière



Ces engagements sont présents dans la réglementation française, et garantis par 8 labels :

## Le cadre réglementaire français

Depuis la **loi sur l'Economie Sociale et Solidaire de 2014**, le commerce équitable bénéficie d'une définition légale qui s'applique quelle que soit l'origine géographique des produits, internationale comme française.

### Les grands principes du commerce équitable :

1. Des prix justes et rémunérateurs pour les producteurs
2. Un partenariat commercial sur la durée
3. Le renforcement des organisations de producteurs avec une gouvernance démocratique
4. Le versement d'un montant supplémentaire pour financer des projets et des dynamiques collectives
5. La transparence et traçabilité des filières
6. La sensibilisation des consommateurs à des modes de production socialement et écologiquement durables
7. La valorisation des modes de production respectueux de l'environnement et de la biodiversité, tels que l'agroécologie

Depuis  
la loi Climat &  
Résilience 2021

## 8 labels de commerce équitable

### Labels Nord-Sud et origine France



### Label uniquement Nord-Sud



### Labels uniquement origine France



Les ventes de produits de commerce équitable ont fortement évolué en France depuis 10 ans, montrant l'appétence des consommateurs et consommatrices pour mieux rémunérer l'amont agricole. Cette évolution est également le fruit des engagements des entreprises, qui, grâce au commerce équitable, garantissent des approvisionnements fiables respectueux des normes sociales et environnementales.

Le commerce équitable est un mouvement qui unit producteur·rices, entreprises et associations pour promouvoir un commerce respectueux des personnes et de la planète, tant à l'échelle locale qu'internationale.

### Demain une réglementation européenne qui accompagne le développement du commerce équitable ?

En France, l'inscription des critères du commerce équitable dans la loi a été un levier essentiel pour soutenir le secteur : elle protège contre le fairwashing et permet son intégration dans les politiques publiques. Jusqu'ici, la France est le seul pays à disposer d'un cadre réglementaire sur le commerce équitable. Cette initiative inspire désormais des projets de réglementation similaires en Belgique et en Espagne. L'Union européenne envisage également de réguler l'usage des termes « juste » et « équitable » sur les produits alimentaires afin de prévenir toute tromperie des consommateurs et consommatrices. Le futur cadre réglementaire européen devrait s'inspirer de l'expérience française afin de renforcer les initiatives existantes. Il est essentiel d'adopter un cadre exhaustif définissant les critères du commerce équitable, alliant exigences économiques et ambitions environnementales, tout en imposant aux entreprises un engagement clair à travers des labels reconnus.



## PARTIE 2

# Le commerce équitable en action : mieux rémunérer les agricultrices et les agriculteurs, préserver la planète

Le commerce équitable met en oeuvre trois engagements économiques fondamentaux : des moyens économiques équitables à travers les prix, la prime de commerce équitable et de possibles préfinancements, la sécurisation économique à travers des partenariats et contrats de longue durée entre maillons des filières, le soutien à des groupements collectifs d'agriculteur·rices pour développer des espaces de solidarité et renforcer leur poids dans les rapports de force.

Ces engagements économiques sont des leviers essentiels pour assurer la juste rémunération des agriculteur·rices et leur donner des moyens pour adapter leurs pratiques aux défis du changement climatique et de la préservation de la biodiversité.

Cette partie illustre comment, dans des contextes très différents de l'agriculture française et des agricultures des pays du Sud :

- Des prix équitables qui couvrent les coûts de production durable sont la clé pour actionner des transitions agroécologiques en France comme pour lutter contre la déforestation en Afrique de l'Ouest
- Les pratiques d'achat équitables des entreprises de l'agroalimentaire sécurisent et renforcent les organisations paysannes
- Les engagements de commerce équitable permettent de structurer et garantir un esprit de partenariat et font évoluer les relations économiques entre les maillons des filières



## A. DES PRIX ÉQUITABLES QUI COUVRENT LES COÛTS DE PRODUCTION DURABLE : LA CLÉ POUR ACTIONNER DES TRANSITIONS AGROÉCOLOGIQUES

**La juste rémunération des producteur·rices français·es pour une agriculture résiliente au changement climatique, par Bio Équitable en France**



*Production de framboises dans les Monts du Lyonnais*



© Etic Monts bio



**En France, 80% des agriculteur·trices souhaitent adopter des pratiques agronomiques plus durables mais ils sont 87% à pointer le besoin d'une sécurisation et d'une valorisation économique pour engager ces changements<sup>1</sup>. Des prix rémunérant des pratiques agroécologiques sont essentiels pour accélérer l'adoption de méthodes durables et permettre aux agriculteurs et agricultrices, notamment ceux ayant déjà opté pour le bio, de maintenir ces pratiques. Le label Bio Équitable en France illustre le lien entre prix équitables et pratiques agroécologiques en France.**

Face aux défis du changement climatique, l'agriculture doit évoluer vers des modèles plus résilients, capables de préserver les ressources naturelles tout en assurant la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, le commerce équitable apparaît comme une solution pour soutenir la transition, notamment grâce à ses principes de juste rémunération et de respect de l'environnement.

### **Bio Équitable en France accompagne l'agriculture paysanne en France**

L'agriculture paysanne bio, encouragée par le label Bio Équitable en France génère des externalités positives cruciales dans

nos régions avec la relocalisation de filières alimentaires. Par exemple, dans les Monts du Lyonnais, le groupement Etic Monts Bio relance la culture de la framboise et de la fraise grâce à son partenaire Ethiquable En Bourgogne, la culture des légumineuses est favorisée par l'investissement dans un outil de transformation commun entre une Union de coopératives (Fermes Bio), des transformateurs pourtant concurrents (Cereco et Favrichon) et un distributeur (Biocoop). En Bretagne, c'est le pâturage des animaux qui est favorisé dans les groupements d'élevage bio comme BVB (Bretagne Viande Bio) ou Biolait favorisant la régénération des sols et le développement des haies.

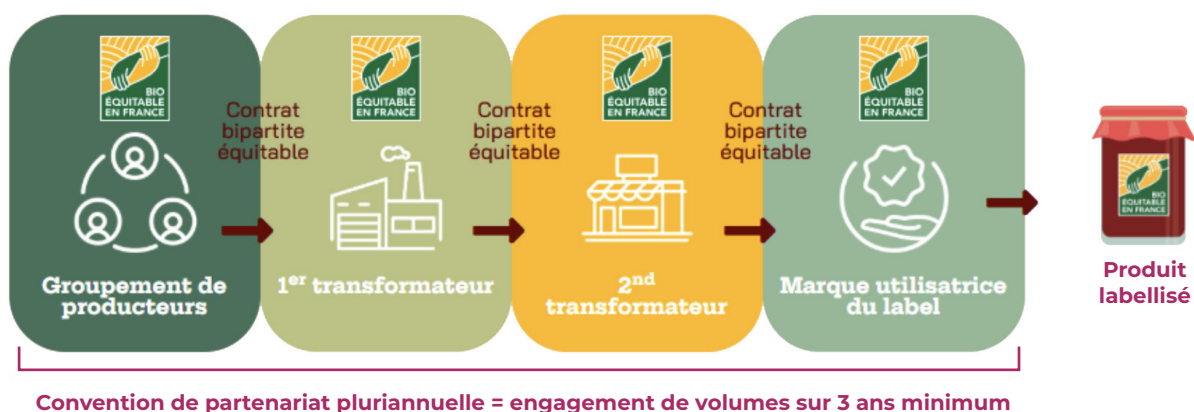
<sup>1</sup>. Consultation des agriculteurs en France, Shift Project, janvier 2025

## Les prix équitables sont calculés selon les coûts de production réels

Selon les principes élaborés avec les parties prenantes de Bio Équitable en France, les coûts de production incluent non seulement les dépenses matérielles, mais aussi la valorisation du travail humain et la préservation des ressources naturelles. Cette approche incite les producteurs à adopter des pratiques durables, en leur offrant une rémunération stable. Les

producteurs engagés dans le label établissent leurs coûts en incluant leur rémunération mais aussi les mesures agroécologiques. Par exemple, le groupement Etic Monts Bio prend en compte l'utilisation du paillage qui remplace progressivement le plastique dans la production de fraises. Ainsi, le prix de vente reconnaît cette mission de limiter les impacts de la pollution plastique prise en charge par l'agriculture paysanne.

### La relation équitable dans une chaîne d'approvisionnement



## Les organisations des producteurs se renforcent

Les démarches agroécologiques et le calcul des coûts de production sont mises en place au niveau des groupements de producteurs. Que ce soit en grandes cultures (par exemple COCEBI en Bourgogne), dans le secteur des fruits et légumes (Bio Centre Loire dans la région Centre Val de Loire) ou en viande (Volailles Bio de l'Ouest en Pays de Loire), les groupements impliqués dans le label Bio Équitable en France renforcent leur cohésion par l'établissement de coûts de production collectifs. Cette démarche a de nombreux aspects positifs : elle met en lumière des facteurs d'amélioration pour chaque ferme

et favorise l'entraide. Elle solidifie également leur gouvernance démocratique grâce à des rencontres régulières.

## Une impulsion pour un changement profond

Le commerce équitable dépasse la simple transaction économique, il permet de construire des partenariats pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires. En renforçant les capacités des producteurs et en sensibilisant les consommateurs, il contribue à instaurer un cercle vertueux où la durabilité devient la norme. Ce changement, bien que profond, est essentiel pour répondre aux défis environnementaux et sociaux du XXI<sup>e</sup> siècle.



**Le label Bio Équitable en France est un cahier des charges qui garantit des échanges commerciaux équilibrés et durables et qui encourage la transition écologique de l'agriculture en France. 5 000 fermes regroupées au sein de 43 groupements de producteurs sont labellisées.**

**EN SAVOIR + <https://www.bio-equitable-en-france.fr/>**

## Commerce équitable et lutte contre la déforestation, par AVSF



Écabossage du cacao en Côte d'Ivoire



**Le dérèglement climatique affecte aussi les agricultures du Sud. La préservation de la biodiversité et des équilibres climatiques mondiaux nécessite aussi des changements dans la façon de produire sous les Tropiques. Cependant, ces changements sont souvent hors de portée des producteurs et productrices, car les prix qu'ils perçoivent pour les exportations vers l'Europe ne leur permettent pas de sortir de la pauvreté. D'où l'urgence d'un commerce plus équitable. Illustration en Afrique de l'Ouest**



© AVSF

Pierre Du Buit, agronome et chargé de programme au sein d'Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières.

**Chargé de programme au sein d'AVSF, Pierre Du Buit témoigne de ce lien indiscutable entre commerce équitable et préservation de la biodiversité dans la filière cacao.**

### Déforestation et cacao culture sont-elles inséparables ?

Force est de constater qu'en Afrique de l'Ouest, c'est le cas ! La Côte d'Ivoire a perdu 90 % de

sa forêt primaire en 30 ans, en grande partie à cause de la cacao culture. De fait, les cacaoyers sont cultivés en monoculture, à grand renfort de pesticides ou d'engrais de synthèse. Ce système appauvrit les sols, éradique la biodiversité et s'avère beaucoup plus vulnérable aux maladies, aux insectes et au changement climatique. Comme les rendements baissent dans la durée, les producteurs sont contraints de défricher la forêt pour planter de nouveaux cacaoyers sur des terres plus fertiles. Il existe une alternative durable et productive à ce cercle vicieux : l'agroforesterie.

### À quoi cela consiste-t-il ?

Il s'agit d'associer les cacaoyers avec d'autres plantes dont les arbres, qui assurent des fonctions complémentaires. Certaines sont destinées à l'autoconsommation et/ou la commercialisation sur les marchés locaux. Des arbres forestiers protègent les cacaoyers du vent et du soleil. Ce système étagé est plus résilient au changement climatique, préserve la biodiversité, augmente les rendements et diversifie les revenus des producteurs. L'agroforesterie exige néanmoins plus d'investissements financiers de départ.



## Les producteurs ont-ils les moyens d'investir dans de telles pratiques ?

Sans le commerce équitable, ils ne le peuvent pas ! En Côte d'Ivoire, plus de 70 % des familles cacaocultrices vivaient sous le seuil de pauvreté en 2020. Pourquoi ? Quelques multinationales contrôlent la filière cacao et imposent des prix bien trop bas aux producteurs. La question des revenus

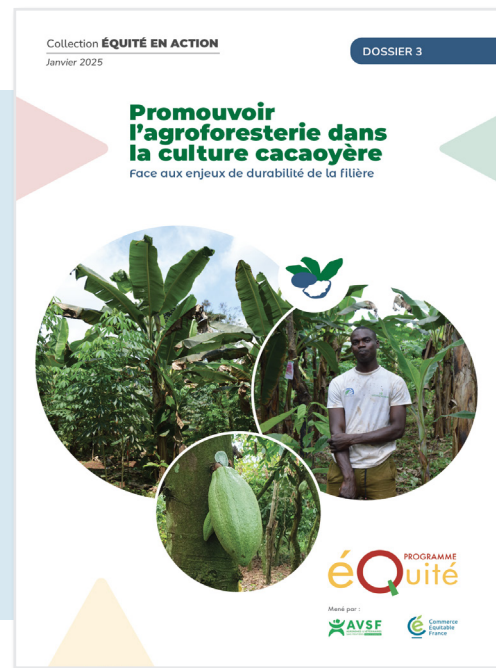
décents des producteurs est incontournable. Le commerce équitable garantit un prix minimum qui couvre les coûts de production incluant les investissements dans les systèmes agroforestiers. Le commerce équitable a donc deux vertus : sortir les producteurs de la pauvreté et favoriser la préservation des forêts et de l'environnement.

### Pour aller + loin :

Ce dossier présente l'accompagnement fourni par des coopératives en Côte d'Ivoire et au Ghana à leurs membres pour la mise en place de parcelles agroforestières de cacao, dans le cadre du Programme Équité.

#### POUR SAVOIR +

<https://programme-equite.org/>



**Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières est une association de solidarité internationale reconnue d'utilité publique qui mobilise des professionnel·les de l'agriculture, de l'élevage et du développement local pour accompagner les communautés rurales à travers des conseils techniques, des formations et des soutiens financiers, tout en valorisant les savoirs traditionnels.**

**EN SAVOIR +** <https://www.avsf.org/>

## B. FOCUS SUR LES PRATIQUES D'ACHAT ÉQUITABLES DES ENTREPRISES DE L'AGROALIMENTAIRE POUR SÉCURISER LES ORGANISATIONS PAYSANNES

**La transformation par les producteurs, un levier économique soutenu par le commerce équitable, par Ethiquable**

**ETHIQUABLE**

*Transformation dans l'atelier de Terr'étic, collectif de producteurs-transformateurs de fruits dans les Monts du Lyonnais*



© Ethiquable



**En France, un des leviers de préservation de valeur ajoutée pour les fermes est d'aller au-delà de la commercialisation de matières premières brutes en intégrant des étapes de transformation. Le commerce équitable soutient la mise en place de collectifs d'agriculteurs et d'agricultrices, qui favorisent la construction et la mutualisation d'outils de transformation. Illustration avec les partenariats développés par l'entreprise Ethiquable.**

Depuis 2010, la SCOP Ethiquable appuie, avec les mêmes engagements que pour ses partenaires des pays du Sud, des groupements de producteurs français.

En 15 ans, les prix rémunérateurs basés sur les coûts de production, les débouchés stables dans le temps ont permis de créer un contexte favorable au développement des dynamiques paysannes. Notamment dans la création **d'outils de transformation pour développer la valeur ajoutée pour les membres de la coopérative.**

Le commerce équitable crée un cadre serein permettant aux producteurs d'investir dans le développement d'une agriculture bio, sociale, vertueuse et d'être acteurs dans leur filière.

« Nous faisons le choix de construire des filières avec des organisations de producteurs, et non avec des producteurs individuels, car l'action collective permet de créer de la valeur ajoutée en transformant les produits bruts. Elle permet aussi aux producteurs de penser l'agriculture de demain et d'envisager la nécessaire transition agro-écologique. »

**Christophe Eberhart, Co-fondateur Ethiquable**



### Dans les Monts du lyonnais, un atelier de transformation pour valoriser la culture de petits fruits, culture traditionnelle de la région

Cette filière a longtemps souffert de la concurrence des importations. Avec l'ouverture de leur propre atelier de transformation en 2018, les 15 producteurs d'Etic'Monts valorisent les fruits qui ne peuvent être vendus en fruits de bouche et augmentent les revenus de leurs fermes.

### 5 jeunes ont pu démarrer leur ferme de fruits rouges grâce aux perspectives générées par cette activité.

La SCOP Ethiquable est partenaire du groupement depuis 2010. Son engagement dans le temps, des prix rémunérateurs, stables et les débouchés en grande distribution ont permis aux producteurs d'investir sereinement dans cet atelier.

### En Charente, un atelier pour maîtriser la filière de bout en bout

Ferme de Chassagne est un des premiers groupements de producteurs partenaires d'Ethiquable en France. Leurs lentilles, farines et huile de tournesol bio alimentent les rayons depuis 2016.

En juin 2023, ils inaugurent un atelier pour transformer et conditionner leurs céréales et légumineuses. Cinq moulins, trois silos, des ateliers de décorticage, d'ensachage ainsi qu'une plateforme de stockage et de préparation de commandes et expédition.

« Créer une meunerie et une huilerie est un gros investissement que nous n'aurions pas pu faire sans la dynamique du commerce équitable, et en particulier les contrats d'Ethiquable. »

### Céline Pelouquin membre du groupe fermes de Chassagne - Charente



© Ethiquable

## L'impact du commerce équitable d'Ethiquable en France :



© Ethiquable

**70%** des produits transformés par les producteurs

**17** groupements partenaires en France

→ **12** transforment leurs produits

**Ethiquable est une SCOP dont les salariés sont les seuls actionnaires, agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale. Depuis 2003, elle soutient l'agriculture paysanne bio et un commerce équitable engagé avec plus de 100 coopératives partenaires dans 29 pays, bénéficiant directement à près de 49 000 producteurs.**

**EN SAVOIR +** <https://www.ethiquable.coop/>

## Accompagner les coopératives du Sud dans leur développement économique : le rôle du préfinancement mis en œuvre, par l'importateur Solidar'Monde



Production de café de la coopérative Bench Maji

© Solidar'Monde



**Être un acheteur de commerce équitable, c'est soutenir ses fournisseurs pour les aider à sortir de la précarité économique. En plus de donner de la visibilité à long terme et de pratiquer des prix justes, de nombreux importateurs de produits de commerce équitable pratiquent le préfinancement des commandes, afin de renforcer financièrement les organisations du Sud. Une démarche exigeante, notamment pour les PME.**

Solidar'Monde importe depuis les années 1990 des produits alimentaires et d'artisanat selon les conditions du commerce équitable auprès de nombreuses coopératives dans le monde, particulièrement dans les pays du Sud.

L'ADN de Solidar'Monde, pionnier du commerce équitable en France, est, entre autres, de contribuer à assurer un revenu décent aux producteurs et à accompagner le développement et la structuration de leurs coopératives.

Acheter des produits à des prix équitables ne suffit pas. Un accompagnement financier est nécessaire pour permettre aux coopératives de payer les producteurs et les artisans au moment de la récolte ou de l'achat des objets, sans attendre le paiement final de la marchandise par les importateurs en Europe. Sans cela, les producteurs sont amenés à emprunter, pendant

les périodes de « soudure » entre deux récoltes, auprès des réseaux informels de crédit, pratiquant des taux d'usure excessifs qui accentuent la pauvreté.

Ainsi Solidar'Monde met en œuvre des préfinancements de ces commandes auprès de nombreuses coopératives. En 2025, 100 % des approvisionnements seront préfinancés par Solidar'Monde pour la coopérative Bench Maji en Ethiopie pour le café de forêt.

Solidar'Monde préfinance d'autres coopératives en Bolivie, Madagascar, Pérou, et ailleurs, afin d'assurer un débouché aux récoltes et garantir un revenu décent aux producteurs.

Cela représente un effort conséquent pour la PME, les avances auprès des fournisseurs pouvant monter jusqu'à 900 000€.



**Solidar'Monde, créée en 1984 par la Fédération Artisans du Monde, est une entreprise pionnière du commerce équitable. Spécialisée dans l'importation et la distribution de produits alimentaires, cosmétiques et artisanaux équitables, elle propose plus de 250 produits certifiés équitables, dont 80 % bio, et soutient les producteurs en valorisant leurs savoir-faire et en développant des filières durables.**

**EN SAVOIR + <https://www.boutique-artisans-du-monde.com/>**





© Solidar'Monde



© Solidar'Monde



© Solidar'Monde

*Forêts de Bench Maji et productrices de café de la coopérative Bench Maji en Ethiopie.*



## C. STRUCTURER ET GARANTIR UN ESPRIT PARTENARIAL AU SEIN DES FILIÈRES, LE RÔLE DES LABELS DE COMMERCE ÉQUITABLE

**Instaurer des relations de coopération entre maillons des filières alimentaires en France, par Agri-Ethique**



« Les Rencontres de l'équitable français » organisé par Agri-Ethique en présence de ses partenaires

© Agri-Ethique



**En France, les lois EGALIM peinent à faire évoluer les négociations commerciales pour assurer une rémunération juste des agriculteurs et agricultrices, qui restent souvent désavantagés dans les rapports de force. Le commerce équitable s'attaque à ce problème en établissant des relations partenariales solides entre les différents maillons des chaînes alimentaires. Le label Agri-Ethique France illustre bien ce savoir-faire.**

Agri-Ethique France est une société à mission créée et détenue par des agriculteurs français de Vendée (85) depuis 2013.

Agri-Ethique France déploie son label de commerce équitable éponyme sur toutes les filières agricoles et agro-alimentaires françaises, sur des productions végétales et animales, conventionnelles et biologiques.

Sa mission est de façonner la coopération entre tous les acteurs pour permettre aux consommateurs d'accéder à des produits à impacts positifs.

C'est-à-dire, garantir un rééquilibrage des relations commerciales entre agriculteurs et marques, notamment en protégeant agriculteurs, industriels, marques, consommateurs de la volatilité des marchés agricoles.

Mais aussi, Agri-Ethique France met en œuvre et accélère la transition environnementale

agroécologique en agissant concrètement sur l'amélioration des pratiques agricoles.

Pour exemple, de nombreuses grandes marques telles que La Boulangère, Bret's, Croustipate, Labeyrie ou encore Sysco France, ont engagé des partenariats équitables avec des collectifs d'agriculteurs partout en France, CAPL, CAVAC, Bourgogne du Sud, sur des filières : œufs, blé, lait, beurre, pois chiche, pommes de terre, pour un impact économique, sociétal et environnemental effectif.

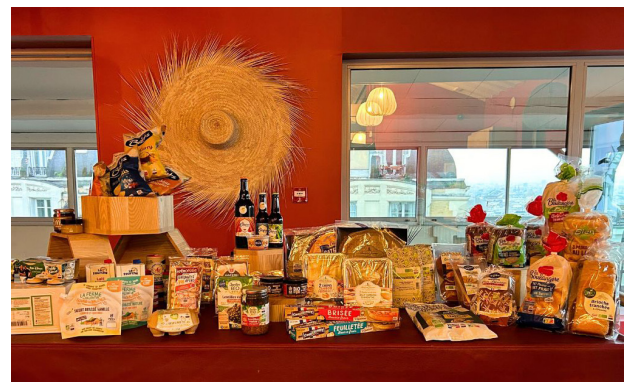
Ces marques engagées, et collectifs d'agriculteurs agissent concrètement dans un modèle de production et de consommation pour plus de 700 produits de grande consommation alimentaire : brioches, baguettes de pain, chip's, houmous, brique de lait, pâté, bière, vodka...

« Aujourd'hui, il faut absolument que le partage de la valeur se fasse entre tous les maillons de la chaîne. Les problématiques économiques restent complexes et les grandes vagues d'inflation s'enchaînent, avec la volatilité structurelle des marchés financiers et l'inflation généralisée en Europe depuis 2021-2022. Comme dans toute économie de marché, l'offre doit rencontrer une demande pour exister. Susciter et nourrir une demande sociétale pour un commerce plus juste est donc primordial. Nous avons donc un rôle important à jouer auprès d'eux - nous et l'ensemble des acteurs du commerce équitable - en termes de communication, de pédagogie et de convictions pour les inciter à demander plus et surtout mieux ! »

**Franck BLUTEAU, Président d'Agri-Ethique France**

« C'est une reconnaissance des différentes actions que nous mettons en œuvre en interne chez ALTHO BRETTS, comme l'équité avec nos agriculteurs partenaires. Le label était en adéquation avec notre démarche et c'est pour nous un moyen de l'officialiser et la faire reconnaître. »

**Laurent CAVARD, PDG ALTHO BRETTS**



© Agri-Ethique



**Agri-Éthique, créé en 2013, est un label de commerce équitable 100 % français qui garantit un prix juste aux agriculteur·rices, préserve l'emploi en région et soutient des pratiques éco-responsables. Son modèle solidaire s'est étendu à 48 filières, recréant du lien entre producteur·rices et acteur·rices agroalimentaires.**

**EN SAVOIR + <https://www.agriethique.fr/>**

## Accompagner les entreprises dans leur devoir de vigilance, par Fair For Life



© Fair For Life



**Les marques, les transformateurs et les distributeurs ont un rôle à jouer pour faire évoluer les conditions sociales de travail et les pratiques environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement. Au-delà d'une analyse de risques et d'un système de contrôles, il est essentiel de mettre en place des conditions d'achats équitables, permettant aux fournisseurs, et en particulier aux agriculteurs et agricultrices, de produire dans des conditions décentes et respectueuses de l'environnement. Le label Fair For Life accompagne ces dynamiques au sein des entreprises.**

Le label de commerce équitable Fair For Life est un outil qui permet de valoriser et de protéger des chaînes d'approvisionnement exemplaires, où les parties prenantes ont choisi d'agir de manière responsable en mettant en œuvre de bonnes pratiques économiques, sociales et environnementales. Le label propose un cadre structurant pour élaborer et contrôler les engagements des différents maillons des filières.

Fair for Life repose sur des fondements clés qui apportent des garanties concrètes :

- **Partenariats commerciaux durables** : Les contrats à long terme et les prix équitables permettent de réduire la précarité dans les filières et d'en renforcer la résilience face aux crises.
- **Soutien au développement local** : Grâce à un fonds dédié, les producteurs peuvent financer des projets collectifs qui bénéficient directement à leurs communautés.

- **Respect des droits humains** : Des audits indépendants vérifient que les conventions fondamentales de l'OIT (travail forcé, travail des enfants, etc.) sont bien respectées.
- **Politiques environnementales** : Le label suit la mise en œuvre de critères environnementaux tant pour la production agricole que dans la vie des entreprises.
- **Traçabilité et transparence** : Grâce à une chaîne de contrôle rigoureuse, le label assure une visibilité complète sur l'origine des produits et les conditions de production.

**Fair for Life** ne remplace pas les obligations légales des entreprises, mais il les accompagne efficacement dans la mise en œuvre de responsabilité. Il structure les démarches de vigilance et accompagne des transitions durables tout en offrant une véritable protection aux producteurs, aux travailleurs et aux communautés locales.





© Fair For Life

Récolte de cacao à Madagascar



© Fair For Life

Certificatrices d'Ecocert et productrice à Madagascar



Fair for Life est un programme de certification de commerce équitable et de filières responsables, créé en 2006 et repris par Ecocert en 2014. Il garantit des pratiques économiques, sociales et environnementales responsables tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Aujourd'hui, plus de 700 entreprises dans 70 pays y adhèrent, bénéficiant directement à 235 000 producteurs et travailleurs.

**EN SAVOIR +** <https://www.fairforlife.org/>



## PARTIE 3

# Pour sauver les agriculteur·rices et la planète : faut-il arrêter d'importer ? Avec le commerce équitable, dépassons les clichés !

Le commerce international est-il intrinsèquement néfaste ? Produire et consommer localement est-il vraiment la solution face aux défis planétaires du changement climatique et de la protection des agriculteurs, agricultrices et industries locales ?

Rapprocher les sphères de production et de consommation est indispensable pour réduire les transports inutiles et reconnecter les citoyennes et les citoyens à leur alimentation. Cette approche seule ne suffit pas et répond partiellement aux enjeux climatiques, car les modes de production agricoles sont les principales sources d'émissions de gaz à effets de serre, bien avant les transports. Il est également indispensable d'analyser les impacts des produits de consommation courante (comme le café, le cacao, le thé, etc.) pour réduire les impacts négatifs de notre alimentation, tels que la déforestation, la perte de biodiversité, et la pauvreté. Pour lutter contre le changement climatique que nous vivons en Europe, ce qui se passe en Amazonie, en Asie ou en Afrique nous impacte et nous concerne. Les producteurs et productrices du Sud, encore plus que le monde agricole français, ont besoin d'un commerce équitable qui les soutienne dans la transition vers des pratiques agricoles respectueuses de notre environnement commun.

Le mouvement du commerce équitable cherche à dépasser les visions erronées portées par les tenants d'une mondialisation débridée sans régulation qui organise la concurrence de tous contre tous et l'illusion 100 % localiste et protectionniste, qui ne permet pas de répondre aux interdépendances mondiales existantes. Le commerce mondial équitable cherche à réduire les inégalités mondiales tout en atténuant les impacts du changement climatique pour toutes et tous.



**Ni mondialisation débridée, ni protectionnisme absolu, le commerce équitable opte pour une souveraineté solidaire, par Max Havelaar France**



© Tristan Vergnaut

**Max Havelaar France partage sa vision du commerce mondial à travers son expérience de partenariats et de labellisation avec des organisations de producteur·rices et des entreprises, tant en France qu'à l'international.**

Le développement des échanges commerciaux et la mondialisation ont peu à peu transformé les systèmes alimentaires mondiaux. Certaines régions du monde se sont spécialisées dans des productions spécifiques, tandis que des transferts massifs vers d'autres latitudes ont eu lieu, en parallèle de la libération et de la dérégulation des marchés, qui sont devenues la règle. La mondialisation est aujourd'hui caractérisée par une course effrénée à la réduction des coûts afin d'obtenir les prix les plus bas, au détriment des droits humains et, bien entendu, de la planète. Les principales conséquences sont des impacts négatifs sur l'environnement et l'augmentation des inégalités, notamment pour les agriculteurs ici et ailleurs.

Le Covid-19 et les crises qui ont suivi ont également mis en lumière l'interdépendance découlant de ces processus, faisant émerger l'idée de la souveraineté alimentaire, souvent (mal) comprise comme un nationalisme avec fermeture des frontières. Or, la souveraineté alimentaire vise avant tout à garantir une alimentation suffisante pour chacun, ce qui n'exclut pas les échanges.

Le commerce équitable propose un modèle alternatif à la mondialisation inégalitaire et au protectionnisme du « chacun pour soi ». Le label Fairtrade/Max Havelaar, depuis plus de 30 ans, œuvre pour garantir de meilleurs revenus aux agriculteurs des pays du Sud, tout en les accompagnant dans la transition agroécologique.

Ainsi, le chocolat, le café ou les bananes, qui ne sont pas produits en France, peuvent être synonymes de solidarité et non d'exploitation, tout comme le lait ou le blé lorsqu'ils assurent une juste rémunération aux agriculteurs français.

Parce que le commerce international n'est pas intrinsèquement néfaste, la clé réside dans les conditions dans lesquelles il se développe, comme l'explique Mireille Delmas-Marty avec le concept de « souveraineté solidaire ». Il s'agit de repenser les échanges mondiaux en ayant pour boussole la garantie d'une alimentation suffisante pour tous, la protection des droits humains, la préservation de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et le droit de tous les agriculteurs à un revenu vital.

En assurant de meilleures conditions économiques pour les agriculteurs et un socle de pratiques agricoles tournées vers la transition écologique, le commerce équitable se pose comme une solution concrète sur laquelle les échanges internationaux devraient se reposer.





© Mohamed ALY Diabatou

*Récolte de cacao*

Max Havelaar France promeut une économie éthique et responsable en mobilisant entreprises, consommateur·rices et pouvoirs publics pour développer le commerce équitable. À travers le label Fairtrade, l'ONG lutte contre les injustices du commerce mondialisé et soutient les producteur·rices via des leviers économiques, sociaux et environnementaux durables.

**EN SAVOIR +** <https://www.fairtrade.net/maxhavelaarfrance-fr.html>

## Pourquoi commercer avec l'Amazonie ? Quand les savoirs indigènes nous montrent la voie pour une biosphère protégée, par Guayapi



© Guayapi

**Face aux défis climatiques, privilégier le local ne suffit pas : la protection des écosystèmes vitaux comme l'Amazonie nécessite une mobilisation à l'échelle mondiale. Comment une entreprise de commerce équitable peut-elle y participer ?**

« *Le futur du commerce équitable inclura les savoirs indigènes et la biodiversité.* »

**Bastien Beaufort, directeur général de Guayapi**

Dans un monde où le repli sur soi gagne du terrain, le Projet Waraná incarne une vision différente : celle d'une solidarité internationale qui protège la biodiversité et valorise les savoirs indigènes. Porté par le peuple Sateré Mawé et l'entreprise française Guayapi, ce projet repose sur un modèle de commerce équitable qui respecte la nature et les cultures autochtones. L'ouverture au monde peut ainsi renforcer les traditions locales, et prouver que des échanges équilibrés entre cultures permettent de préserver des écosystèmes uniques, tout en offrant des opportunités économiques aux populations autochtones.

Les Sateré Mawé, premiers cultivateurs du Waraná (guarana sauvage, Dénomination d'Origine), possèdent une connaissance intime de leur écosystème amazonien, qu'ils domestiquent selon la méthode de la Foresterie Analogue. En

les soutenant directement, Guayapi contribue à la préservation de leurs traditions et de la forêt tropicale, évitant ainsi la déforestation et la destruction du plus grand écosystème forestier de la planète. Le commerce équitable assure une rémunération juste aux cueilleuses et aux cueilleurs, garantit des pratiques respectueuses de l'environnement et renforce les capacités d'organisations productives de la tribu.

### Quelle est la pertinence d'un partenariat avec un peuple autochtone à l'autre bout du monde ?

Préserver la biodiversité est un enjeu global : la destruction des forêts tropicales affecte l'ensemble de la planète, et soutenir ceux qui en sont les gardiens est essentiel. En consommant du Waraná issu de ce partenariat, les citoyens engagés participent à une économie qui dépasse les frontières et s'inscrit dans une logique de circuit court à l'échelle internationale. Guayapi et les Sateré Mawé démontrent ainsi que le commerce équitable n'est pas seulement un levier économique, mais aussi un acte politique et écologique fort. Travailler avec des peuples autochtones, c'est choisir un modèle qui respecte l'humain et la nature, au bénéfice de tous.



**Guayapi, fondée en 1990, valorise des plantes de cueillette sauvage d'Amazonie et du Sri Lanka dans les domaines des superaliments, de l'épicerie fine et des cosmétiques éthiques. Engagée pour l'agriculture biologique, le commerce équitable et la biodiversité, elle développe des filières éthiques respectant les savoir-faire traditionnels.**

**EN SAVOIR +** <https://www.guayapi.com/>



## PARTIE 4

# Quand la distribution s'engage : le sésame pour une alimentation équitable pour toutes et tous !

Alors que 8 millions de Français et de Françaises sont en situation d'insécurité alimentaire, comment faire en sorte que l'ensemble de la population puisse accéder à une alimentation durable, de qualité et rémunératrice pour celles et ceux qui la produisent ?

Cela nécessite des politiques publiques et des engagements forts de la part des acteur·rices économiques ! À leur échelle, les acteurs et actrices du commerce équitable agissent déjà pour construire un modèle alimentaire juste et durable : l'engagement des distributeurs à promouvoir une offre alimentaire équitable, l'intégration de produits équitables dans la restauration collective via les achats publics, un plaidoyer pour faire changer les politiques publiques, etc.



## Pour transformer l'agriculture et l'alimentation : nous avons besoin de politiques publiques ambitieuses ! par Commerce Équitable France



Commerce  
Équitable  
France



### 19 milliards d'euros<sup>2</sup> : c'est le coût caché de notre alimentation.

Chaque année, l'État dépense cette somme pour compenser les impacts écologiques, sociaux et sanitaires de notre système alimentaire. Autrement dit, une alimentation à bas prix coûte en réalité très cher à la société et pèse sur les finances publiques. Le commerce équitable soutient des pratiques durables qui réduisent ces coûts invisibles, contrairement aux filières conventionnelles qui les reportent sur la société.

Pour développer ces pratiques durables, le mouvement du commerce équitable mène un plaidoyer pour des politiques publiques qui transforment l'ensemble du système agricole et alimentaire. Voici nos propositions :

### Réguler les acteur-rices économiques : stop à la course aux prix bas !

Aujourd'hui, quelques géants de la distribution et de l'agro-industrie dictent le contenu de nos assiettes. Pour garantir une offre alimentaire équitable et accessible, les pouvoirs publics doivent limiter la concentration des distributeurs et leurs capacités à exercer des pressions sur les prix pour les tirer vers le bas, et s'assurer que les produits équitables et durables aient leur place dans les rayons. Nous recommandons de fixer des objectifs d'approvisionnement durable et équitable, sur le modèle d'Egalim dans la restauration collective.

### Un coup de pouce aux filières équitables :

Les filières de commerce équitable montrent qu'il est possible de concilier écologie et juste rémunération des producteur-rices. Pour qu'elles se développent et se généralisent, il faut du soutien : encourager les acteur-rices volontaires et pénaliser ceux qui bénéficient d'une « prime au vice », en reportant le coût de leurs mauvaises pratiques sur la société. Notre proposition : créer un *Fonds Avenir Équité*, dédié au financement et à la structuration des filières équitables.

### Stop au fairwashing, place à la transparence :

Face à la multiplication des allégations, qui reprennent les promesses de juste rémunération du commerce équitable sans ses engagements, il est difficile de s'y retrouver ! Mettre en place la reconnaissance par l'État français des labels de commerce équitable et harmoniser les

**Plus de 80% des soutiens publics entretiennent un modèle alimentaire coûteux pour la santé, la planète et alimentent des logiques de pression sur les prix pour les agriculteurs. Seulement 6,2% des soutiens publics bénéficient aux filières fondées sur des prix rémunérateurs et qui valorisent des modes de production écologiques<sup>3</sup>.**

2. Rapport « L'injuste prix de notre alimentation », Secours Catholique, Réseau CIVAM, Solidarités Paysans, Fédération Française des Diabétiques, 2024.

3. Idem

conditions d'utilisation du terme au niveau européen, c'est la garantie d'une information fiable pour les consommateur·rices.

### Du commerce équitable dans nos cantines :

Sans visibilité sur l'offre de produits équitables disponible et sans indicateurs précis permettant de suivre l'atteinte de ces objectifs, il est difficile pour les collectivités de généraliser leurs achats publics équitables. Nos propositions : intégrer dès maintenant le commerce équitable dans l'outil *Ma Cantine* de suivi des approvisionnements des restaurants collectifs et accompagner les efforts de la restauration collective par des soutiens financiers et de la formation.

### Donner aux citoyennes et citoyens les moyens de choisir :

Acheter un lait qui rémunère justement son·a producteur·rice devrait être à la portée de chacun·e. C'est pourquoi l'État devrait soutenir le développement des caisses locales de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) pour permettre à chacun d'acheter des produits équitables. La sensibilisation des plus jeunes est aussi essentielle : ce sont les citoyennes et citoyens de demain.



© Commerce Équitable France



Commerce Équitable France est le collectif des acteur·rices français·es de commerce équitable et promeut les valeurs du commerce équitable en France et à l'international.

**EN SAVOIR +** <https://www.commerceequitable.org>



## Les distributeurs ont leur rôle à jouer pour encourager une alimentation bio et équitable, par Biopartenaire



© Biopartenaire

Mise en avant de Biopartenaire par le magasin Biomonde Montmélian

**En choisissant de mettre en avant des produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique, les distributeurs soutiennent une agriculture rémunératrice pour les producteurs, respectueuse de l'environnement et de notre santé. Leur engagement dans la transition alimentaire passe aussi par des prix justes et une meilleure information des consommateurs et consommatrices. Leur rôle est central pour aider les citoyen·nes à passer à une alimentation plus durable.**

Biopartenaire gère le label de commerce équitable et bio éponyme, qui garantit des produits bio équitables dans des filières françaises et internationales. L'association travaille avec le Synadis Bio (syndicat des distributeurs bio) depuis 2019 pour réfléchir à la manière dont les différentes enseignes de magasins bio peuvent renforcer leurs engagements pour rendre les produits de commerce équitable accessibles à leurs clientèles : formation des équipes, communication, mises en avant, référencement, etc.

Le programme des magasins Ambassadeurs est l'un des aboutissements de ce partenariat. Parmi les équipes des magasins, des ambassadeurs et ambassadrices suivent une formation afin d'être en capacité d'expliquer en magasin les engagements du commerce équitable, les impacts et le rôle d'un label comme Biopartenaire.

**Ces magasins ambassadeurs BIOPARTENAIRE® s'engagent à participer :**

- à une large opération de mise en avant-

communication, coordonnée par Biopartenaire, pendant la Quinzaine du Commerce Équitable ;

- à quelques opérations ciblées, combinant la mise en avant de produits et une communication approfondie sur les paysans et paysannes ayant produit la matière première, les engagements des groupements et des entreprises, ainsi que les impacts positifs sociaux et environnementaux, avec des outils print et web à l'appui.

Les magasins ambassadeurs deviennent adhérents de l'association Biopartenaire. Cela permet de partager les enjeux du commerce équitable en agriculture biologique et d'améliorer la compréhension réciproque des métiers des différents maillons de la chaîne. À Biopartenaire, nous croyons en la force du dialogue entre tous les acteurs pour travailler ensemble à un futur bio et équitable, en faveur de plus de justice sociale et du respect du Vivant.



**Biopartenaire est une association créée en 2002 par des pionniers de la bio. Elle rassemble 76 adhérent·es engagé·es dans 60 filières, en France et à l'international. Fidèle à la diversité de l'économie bio - groupements de producteur·rices, importateur·rices, marques fabricantes et magasins bio - elle promeut une agriculture respectueuse et équitable à travers son label bio & équitable BIOPARTENAIRE®, impliquant plus de 26 000 producteur·rices.**

**EN SAVOIR +** <https://www.biopartenaire.com/fr/>



## La politique de référencement équitable de Biocoop : un accélérateur d'engagements équitables des marques vis à vis du monde agricole



**Le rôle des distributeurs dans le développement d'une offre alimentaire équitable est primordial. En France, Biocoop, le leader de la distribution spécialisée bio, a décidé de référencer 100 % de produits issus du commerce équitable dans ses rayons : café, chocolat, riz, thé, banane, sucre, noix de cajou, ananas, etc., et de privilégier le commerce équitable pour les produits français. Cette politique incite de nombreuses marques à mettre en œuvre des pratiques de commerce équitable.**

À l'heure où la nécessité de changer nos critères pour juger de la performance d'un système au service de la transition est une évidence. À l'heure où notre environnement nous montre clairement que nous atteignons une limite planétaire et qu'il est nécessaire d'agir. À l'heure où la colère des paysans se cristallise autour des enjeux du libre échange, la nécessité de se fixer des objectifs ambitieux et collectifs devient essentielle.

À l'instar de labels éprouvés comme celui de l'agriculture biologique pour répondre aux défis environnementaux, c'est bien le commerce équitable qui peut répondre aux enjeux sociétaux de la juste rémunération et de la considération pour ceux qui nous nourrissent. Sortir de l'approche économique déconnectée des conséquences pour l'humanité est urgent et nécessaire.

Si le projet de la coopérative Biocoop est bien de s'engager pour une offre 100 % équitable, il est aussi d'en faire la norme de demain plutôt qu'une exception.

Cette vision nous la mettons déjà en œuvre : gouvernance partagée avec nos paysans paysannes associées, partage de la valeur, critères de choix

**LE CHIFFRE CLÉ : 25,7% de l'activité de Biocoop provient de produits issus du commerce équitable (2023).**

de nos produits qui privilégient le commerce équitable... Les résultats sont là, car si nous sommes le Petit Poucet de la distribution (0,8% du marché), nous sommes l'une des locomotives du commerce équitable (17% du marché du commerce équitable en France). Mieux encore, notre marque de distributeur, que nous voulons porteuse de toutes nos exigences, atteint 59% de sa composition en produits issus du commerce équitable. Les produits qui viennent du Sud comme le café, le chocolat, les bananes ou encore le thé sont 100% équitable chez Biocoop. Nous apportons ainsi la preuve que quand on veut, on peut. Que ce n'est pas une utopie, mais bien un avenir possible et désirable ! « *Le commerce équitable, cela devrait être la façon normale de faire du commerce !* » Christelle Garnier, agricultrice et administratrice de Biocoop.



**Biocoop développe l'agriculture biologique avec équité et coopération en créant des filières équitables avec les producteurs. Engagé pour la transparence et la traçabilité, le réseau promeut une consommation responsable à travers des produits 100 % bio, locaux, de saison, sans OGM et sans transport par avion.**

**EN SAVOIR +** <https://www.biocoop.fr/>

## Du commerce équitable dans nos cantines : créer des débouchés rémunérateurs pour les producteurs grâce aux achats publics, par Max Havelaar France



© Getty images

**Avec 7,5 milliards de repas servis chaque année dans les cantines de France, la commande publique et la restauration collective sont des leviers importants pour rendre accessible une alimentation durable et équitable, notamment aux enfants, tout en sécurisant des débouchés rémunérateurs pour celles et ceux qui nous nourrissent. La loi Egalim fixe des objectifs d’approvisionnements durables pour les cantines : celles-ci doivent intégrer 50% de produits durables, dont des produits équitables.**

À l’heure où 81% des agriculteurs et des agricultrices identifient le verrou financier comme le principal frein à l’adoption de pratiques plus durables, la juste rémunération est plus que jamais un puissant levier pour l’adoption de pratiques agricoles durables<sup>4</sup>. Intégrer du commerce équitable en restauration collective c’est donc permettre aux enfants de tous milieux sociaux d’avoir accès à une alimentation durable.

Les labels de commerce équitable comme Max Havelaar garantissent cette juste rémunération.

### Commande publique équitable : des collectivités locales ont déjà sauté le pas.

Des initiatives volontaires d’ampleur existent déjà. La Ville de Paris affiche un objectif de 100% équitable pour ces filières cacao et bananes. Quant aux labels équitables d’origine France, ils permettent à des villes comme Bordeaux ou des départements comme la Dordogne d’atteindre respectivement 15% de produits équitables ou 25 filières équitables différentes, dont le cacao. D’autres exemples montrent qu’il n’y a nul problème de volume (45 % des fruits et légumes de la Ville de Marseille, 100 % des bananes de la Ville de Rennes, 15 % des produits laitiers de la Caisse de Écoles du 20ème arrondissement de

Paris, sont équitables), ni de diversité de filières (17 différentes pour la Ville de Romainville), ni d’approvisionnement local (la Brique Rose de lait équitable pour la Région Occitanie). Enfin, les collectivités ne sont pas seules puisque les services de l’État contribuent à la dynamique. L’Économat des Armées par exemple, la plus grande centrale d’achat publique française avec 11,6 millions de repas par an, compte des références de café et de fromage blanc à la vanille équitables.

### Les leviers pour engager toutes les cantines de France

L’ONG Max Havelaar France a créé Fairtile [www.fairtile.org](http://www.fairtile.org) – une initiative visant à connecter la demande des collectivités en produits équitables et l’offre de produits équitables. Ainsi qu’à valoriser et médiatiser les collectivités exemplaires. Au-delà de l’intégration des produits de commerce équitable dans les objectifs d’alimentation durable en restauration collective de la loi EGALIM, l’ONG Max Havelaar France défend l’introduction d’une obligation d’une labellisation commerce équitable a minima pour les achats de cacao et de bananes, à l’instar de ce qui existe en Italie.

Pour plus de détails contacter : [contact@fairtile.org](mailto:contact@fairtile.org)

4. The shift project, Vers une agriculture bas carbone, résiliente et prospère – Planifier une transformation ambitieuse du secteur, 28 novembre 2024

Commerce Équitable France

TERRITOIRE de commerce équitable

## Du commerce équitable dans ma cantine

- ✓ Juste rémunération des producteurs-rices
- ✓ Accompagnement de la transition agroécologique

Pour en savoir plus

Le commerce équitable fait partie des 50% de produits durables prévus par la loi EGALIM !

Soutenus par

AFD Agence Française de Développement

PROJET NUTRITION "SANTÉ" TERRITOIRES ÉQUITABLES 2019-2023

Fondation Daniel & Nina Carasso

## TERRITOIRES de commerce équitable

### Pour aller + loin

Le réseau Territoires de commerce équitable rassemble des collectivités engagées pour le développement du commerce équitable, via leurs achats, via des actions de sensibilisation auprès de leurs publics, via le soutien aux filières économiques, ou aux acteurs de solidarité internationale. Un espace d'émulation et de partage d'expériences entre collectivités.

## PARTIE 5

# Le commerce équitable : un mouvement citoyen pour transformer l'économie et l'alimentation

Le commerce équitable, c'est plus que des pratiques commerciales, c'est une démarche citoyenne et collective. Ce mouvement de solidarité remet en cause un système où ni les agriculteur·rices ni les consommateur·rices n'ont réellement leur mot à dire. En favorisant des circuits d'approvisionnements plus courts, une rémunération équitable et des modes de production respectueux de l'environnement, le commerce équitable rapproche agriculteur·rices et consommateur·rices et redonne du pouvoir d'agir à toutes et tous.





## Redonner du pouvoir pour une citoyenneté soucieuse d'un avenir commun, par la Fédération Artisans du Monde



© Christophe Da Silva.

Rassemblement devant le Sénat contre le vote du CETA, à l'initiative du collectif Stop CETA-UE-Mercosur, le 21 mars 2024.

**Artisans du Monde est né il y a 50 ans, de mobilisations de citoyennes et de citoyens qui pensaient qu'un « autre monde était possible », aujourd'hui encore ce mouvement accompagne le pouvoir d'agir de chacun·e.**

En 1971, en solidarité avec la population du Bangladesh, naissent des comités et boutiques tiers-monde. En février 1974, ouvre la première boutique sous l'enseigne Artisans du Monde, suivie de plusieurs autres « centres d'information et de vente ». 50 ans plus tard, près d'une centaine de magasins associatifs animés par plus de 2500 bénévoles, continuent à vendre des produits équitables et solidaires, issus d'une agriculture durable, des objets artisanaux reflets de savoir-faire culturels, pour permettre à des paysan·nes et artisan·nes de vivre plus dignement de leur travail.

Association d'éducation populaire, Artisans du Monde sensibilise un large public, notamment les jeunes dans les écoles, organise des rencontres avec des producteurs et productrices du monde entier qui témoignent de leurs conditions de vie, de leur engagement pour le commerce équitable.

Artisans du Monde porte des campagnes pour défendre les droits humains, l'égalité femme-homme, la préservation de l'environnement,

le devoir de vigilance des entreprises, contre les accords de libre-échanges... Ainsi, en tant que membre du collectif Stop CETA-Mercosur, nous relayons des actions de plaidoyer et de mobilisation citoyenne pour mettre fin à des modèles d'accords de commerce inéquitables : interpellation des député·es et des pouvoirs publics, manifestations...

Dans le contexte de la récente mobilisation agricole contre la conclusion du traité de UE-Mercosur, nous défendons des échanges commerciaux qui respectent les droits humains des producteurs, productrices et des populations locales, comme le droit à un revenu décent, que ce soit en Amérique du Sud ou en France.

Le commerce équitable offre ainsi aux citoyen·nes une possibilité concrète d'agir au nord comme au sud. La construction d'une citoyenneté soucieuse de l'avenir des autres – où qu'ils vivent et travaillent - doit être considérée comme une contribution à la justice et à la paix aujourd'hui et demain.



**Depuis 1974, Artisans du Monde milite pour un monde plus juste et durable grâce au commerce équitable. Avec plus de 3000 bénévoles répartis sur 126 associations en France, l'organisation soutient 123 producteurs dans 47 pays. Elle mène des actions de sensibilisation et d'éducation à la solidarité internationale et participe à des campagnes de plaidoyer pour que le commerce équitable devienne la norme, et non l'exception.**

**EN SAVOIR + <https://www.artisansdumonde.org/>**

## Les cantines : des leviers puissants de sensibilisation et de transition vers une alimentation durable et équitable, par Bio Consom'acteurs

BIO  
consomacteurs



© Bio Consom'acteurs

### Le pouvoir d'agir c'est d'abord permettre à tous les enfants de manger sainement à la cantine. Les associations du mouvement du commerce équitable participent à ce mouvement.

La loi EGAlim demande aux cantines d'intégrer des produits bio et durables, dont des produits équitables, dans leurs menus. La sensibilisation des mangeurs et mangeuses est essentielle pour accompagner ces changements dans les assiettes. C'est pour cette raison que Bio Consom'acteurs a créé en collaboration avec des enseignantes un module pédagogique « Du champ à l'assiette ». Ainsi plus de 200 classes, soit plus de 5 000 enfants du CP au CM2 ont été sensibilisés à l'alimentation bio et équitable depuis 2018. Ces actions sont aussi rendues possible grâce à des programmes d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale, soutenus par les pouvoirs publics, comme le programme FAIR FUTURE.

Lors des séances d'animation, les enfants découvrent le parcours des produits alimentaires, de la ferme à leur plateau de cantine. La séquence les aide à comprendre les impacts environnementaux, sociaux et économiques des différents modes de production. Par des jeux, des débats et des activités concrètes, iels apprennent à discerner les pratiques respectueuses des agriculteur-rices, de la biodiversité et du climat.

Cependant, l'impact de ces actions doit être amplifié par des politiques publiques plus ambitieuses. L'Appel de Lorient<sup>5</sup>, lancé en octobre 2024, réclame avec force l'application de la loi Egalim : atteindre partout 20 % de produits biologiques dans la restauration collective et 30% de produits durables dont équitables, avec pour ambition d'aller vers 100 %. Ce cadre légal est une opportunité unique pour transformer les cantines scolaires en vitrines de l'alimentation durable et équitable. En introduisant des repas composés d'ingrédients issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, les cantines deviennent des leviers puissants de sensibilisation et de transition alimentaire.

Ces engagements sont essentiels pour préserver la santé de nos enfants, protéger nos écosystèmes et garantir des conditions justes pour les producteur-rices. Comme le rappelle l'Appel de Lorient, c'est collectivement que nous devons agir pour replacer l'éthique, la justice sociale et l'environnement au cœur de nos choix alimentaires.



**Bio Consom'acteurs est une association créée en 2004. Elle sensibilise aux enjeux de l'agriculture et de l'alimentation locales et équitables, en adoptant une approche « de la fourche à la fourchette. » Elle accompagne également la transition vers des modes de consommation durables, éthiques et solidaires, en réponse aux défis sociaux, environnementaux et économiques actuels et futurs.**

**EN SAVOIR + <https://bioconsomacteurs.org/>**

5. L'appel de Lorient, 20 octobre 2024 : <https://bioconsomacteurs.org/articles/societe/appel-de-lorient-la-bio-pour-la-vie/>



Intervention en milieu scolaire



© Bio Consom'acteurs



## L'agritourisme et l'accueil à la ferme : recréer de la solidarité entre les paysans et les touristes, par l'ATES



© ATES

**Renforcer le revenu des agriculteur·rices c'est aussi leur permettre de diversifier leurs activités rémunératrices, le tourisme est un bon exemple pour diversifier les revenus et renforcer le lien entre agriculteur·rices et habitant·es des villes.**

L'agritourisme, dans une perspective à la fois d'agroécologie et de tourisme équitable, permet de concilier protection de l'environnement et valorisation économique, en développant une activité touristique sur les fermes en France et à l'international. Ces séjours permettent la découverte des savoir-faire agricoles et par extension des paysages, des pratiques sociales et des spécialités culinaires découlant de l'agriculture. Le tourisme équitable applique les principes du commerce équitable au tourisme, impliquant une intégration forte des populations locales dans les différentes phases du projet touristique. Il s'agit

ici de reconnaître la place et l'initiative des locaux et de chercher à leur donner le pouvoir d'agir sur le développement des territoires. L'accueil à la ferme participe à renouer des liens parfois distanciés entre citadins et ruraux.

Des initiatives portées par les membres de l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), comme Accueil Paysan et Paysans du Monde, soutiennent les agriculteurs dans le développement d'activités touristiques et d'accueil à la ferme.

« *Paysans du Monde souhaite donner une véritable visibilité aux paysans ayant une offre d'accueil et de séjour et de vente directe portant les valeurs du tourisme équitable et solidaire.* »

**Jean-Marie Perrier, Paysan, Propriétaire du Gîte de la Ferme Drouillas et Co-fondateur de Paysans du Monde.**

**Association pour le Tourisme  
Équitable et Solidaire ( ATES)**

**[www.tourisme-equitable.org](http://www.tourisme-equitable.org)  
[www.ates-tourisme-equitable.org](http://www.ates-tourisme-equitable.org)**



« J'ai séjourné une semaine chez Christine et Jacques, un couple d'agriculteurs qui accueillent aussi des voyageurs dans leur ferme, où ils ont aussi un gîte. Ici, chaque moment était une découverte et j'ai eu l'occasion de découvrir leurs pratiques et déguster du miel, des confitures et des légumes de leur production. Le soir, autour d'un repas convivial avec d'autres voyageurs, nous avons échangé sur nos aventures et découvert l'hospitalité locale. C'était bien plus qu'un simple hébergement, c'était une immersion dans le quotidien des agriculteurs et une belle occasion de ralentir, de se reconnecter à la nature et de redécouvrir des valeurs simples, humaines et authentiques.

**Julie, voyageuse curieuse et engagée**



© ATEs

Mont Aiguille dans le Vercors



**L'ATES (Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire), créée en 2006, est un réseau regroupant plus de 35 acteurs du tourisme équitable et solidaire. Engagée pour un tourisme respectueux des populations locales et de leurs cultures, elle porte la voix d'un tourisme responsable et délivre le Label Tourisme Équitable, garantissant des pratiques respectueuses et solidaires.**

**EN SAVOIR + <https://ates-tourisme-equitable.org/>**

# Commerce Équitable France : un collectif pour renforcer le pouvoir d'agir du secteur



© Commerce Équitable France

Les acteur·rices français du commerce équitable ont identifié depuis plus de 25 ans l'intérêt d'agir de façon collective pour décupler les impacts de leurs actions individuelles. Commerce Équitable France, agit depuis 1997 comme collectif rassemblant les acteur·rices majeur·es du secteur, les acteur·rices économiques tant sur les filières internationales que françaises (marques, groupements de producteur·rices, réseaux de distribution, labels) et les associations (solidarité internationale, éducation populaire).





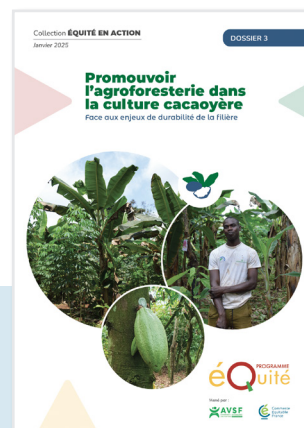
## Plusieurs résultats sont le fruit de cet investissement collectif :

- **Le développement très rapide du commerce équitable « origine France »**, sans équivalent en Europe, avec des ventes multipliées par 12 depuis 2014 et 12 000 agriculteur·rices aujourd'hui bénéficiaires. Commerce Équitable France accompagne la consolidation du savoir-faire des acteur·rices leaders de ce secteur pour construire une agriculture et une alimentation agroécologique et rémunératrice en France. Début 2025, ces acteur·rices partagent leurs **recommandations pour des prix agricoles équitables reposant sur une analyse robuste des coûts de production durables**.

- La formalisation d'un **cadre réglementaire pour le commerce équitable** pour protéger les consommateur·rices et les acteur·rices économiques. La loi française régule l'utilisation des termes « équitable » sur les produits, qu'ils soient importés ou produits en France, avec des engagements clairs et des contrôles, pour éviter tout « fairwashing ». Un cadre sécurisant à finaliser avec la **mise en œuvre effective du dispositif de reconnaissance publique des labels de commerce équitable, attendu pour 2025**.

- **L'accompagnement des producteur·rices d'Afrique de l'Ouest pour la mutation des filières agricoles** pour développer l'agroécologie et la complémentarité entre exportations et productions vivrières. Le programme Equité, co-animé par Commerce Équitable France et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière, accompagne plus de 40 coopératives agricoles dans leurs projets.

- Le déploiement d'**actions de sensibilisation et d'éducation au commerce équitable partout en France**, notamment à travers la Quinzaine du commerce équitable point d'orgue des prises de parole des citoyen·nes, agriculteur·rices, entreprises, associations, collectivités et le programme FAIR Future.





Association de loi 1901 à but non lucratif, Commerce Équitable France est le collectif des acteur·rices français·es de commerce équitable et promeut les valeurs du commerce équitable en France et à l'international.

Le collectif œuvre pour faire émerger des règles du commerce mondial plus équitable, en phase avec les Objectifs de Développement Durable, et démocratiser la consommation durable.

Un prix juste pour les producteur·rices et une transformation des cadres publics de régulation, sont les leviers du commerce équitable pour atteindre la justice sociale et la protection des écosystèmes.

Financé par :



### Commerce Équitable France

Jardin d'Agronomie Tropicale de Paris  
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle - 94736 Nogent sur Marne Cedex  
[www.commerceequitable.org](http://www.commerceequitable.org) - [contact@commerceequitable.org](mailto:contact@commerceequitable.org)

